

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Services d'infogérance pour le CTLes

Marché n° 2025-3

Table des matières

1	Article 1 – Pouvoir adjudicateur.....	4
2	Article 2 – Objet du marché	4
2.1	Objet du marché	4
2.2	Forme du marché	4
2.3	Prestations similaires	5
2.4	Durée d'exécution du marché	5
3	Article 3 – Election de domicile	5
4	Article 4 – Langue.....	5
5	Article 5 – Pièces constitutives du marché.....	5
6	Article 6 – Conditions d'exécution	6
6.1	Modalités d'émission des bons de commande	6
6.2	Déroulement de la prestation	6
6.2.1	<i>Lieux d'exécution</i>	<i>6</i>
6.2.2	<i>Durée et prise d'effet des bons de commande.....</i>	<i>7</i>
6.2.3	<i>Délais et calendrier d'exécution des Prestations.....</i>	<i>7</i>
6.3	Moyens matériels.....	7
7	Article 7 - Modalités particulières d'exécution des Prestations	7
7.1	Fourniture des livrables - Documentation	7
7.2	Opérations de vérification – admission des prestations.....	7
8	Article 8 - Obligations réciproques de la personne publique et du titulaire.....	8
8.1	Obligation du titulaire	8
8.1.1	<i>Obligation de résultat</i>	<i>8</i>
8.1.2	<i>Engagement de bonne exécution et obligation de conseil</i>	<i>8</i>
8.1.3	<i>Conduite de projet</i>	<i>8</i>
8.1.4	<i>Sécurité d'accès aux sites</i>	<i>9</i>
9	Article 9 – Pénalités	9
9.1	Pénalités de retard	9
9.2	Pénalités en cas de retard dans les livrables ou jalons	9
9.3	Pénalités en cas de non-présence en réunion.....	9
9.4	Pénalités en cas de dépassement des SLA	9
10	Article 10 – Montant et prix du marché.....	10
10.1	Forme du prix.....	10
10.2	Contenu des prix	10
10.3	Révision des prix	10
11	Article 11 – Mode de règlement	11
11.1	- Délai et modalités de paiement	11
11.1.1	<i>Prestations récurrentes de services</i>	<i>11</i>
11.1.2	<i>Prestations ponctuelles.....</i>	<i>11</i>

11.2	Modalité de présentation des factures.....	12
11.3	Acceptation du montant de la facture.....	12
11.4	Modalités de paiement en cas de désaccord	13
11.5	Intérêts moratoires	13
12	Article 12 - Financement et sûreté.....	13
13	Article 13 - Sous-traitance.....	13
13.1	Modes de désignation.....	13
13.2	Modalités de paiement direct	14
14	Article 14 - Responsabilités et Assurances.....	15
14.1	Responsabilité du titulaire	15
14.2	Assurances.....	15
15	Article 15 - Obligation de confidentialité	16
16	Article 16 - Résiliation du marché.....	16
17	Article 17 - Protection des données à caractère personnel	16
18	Article 18 - Litiges et règlement des différends	17
19	Article 19 - Dérogations au CCAG TIC.....	17

Le présent Marché en Procédure Adaptée est organisé en application notamment de l'article L2123-1 du Code de la commande publique.

1 Article 1 – Pouvoir adjudicateur

Centre Technique du Livre de l'enseignement supérieur (CTLes)

Adresse : 14, avenue Gutenberg

Bussy-Saint-Georges

CS 30093

77607 Marne-la-Vallée Cedex 3

Téléphone : 01 64 76 27 80

E-mail : ctles@ctles.fr

Adresse du site web : <https://www.ctles.fr/>

Type d'acheteur public : Etablissement public national à caractère administratif

Personne responsable du marché : Monsieur le directeur du Centre Technique du Livre de l'enseignement supérieur, Guillaume Niziers.

2 Article 2 – Objet du marché

2.1 Objet du marché

Les stipulations du présent document sont relatives au marché concernant les prestations suivantes : **Infogérance du parc informatique et des équipements réseaux du CTLes.**

La description des prestations demandées est indiquée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Code CPV	Intitulé
72510000-3	Services de gestion relatifs à l'informatique

2.2 Forme du marché

Le présent Marché en Procédure Adaptée est organisé en application notamment de l'article L2123-1 du Code de la commande publique.

La prestation est composée par un seul lot.

Le marché est un **accord-cadre mono-attributaire**, selon les dispositions de l'article L2125-1 du Code de la commande publique.

La mise en œuvre des services par le titulaire est déclenchée par l'émission de bons de commandes.

Le présent marché comprend un montant minimal et un montant maximal en valeur, pour la totalité du marché, fixé à :

- Montant minimum : 30 000 euros HT
- Montant maximum : 142 000 euros HT

2.3 Prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra recourir à la procédure négociée en vue de la passation de marchés pour la réalisation de prestations similaires avec le même titulaire que le marché faisant l'objet de la présente consultation. Ces nouveaux marchés devront être conclus dans les 3 ans à compter de la notification du marché initial, pour un montant total qui ne devra pas excéder 30 000 € HT.

2.4 Durée d'exécution du marché

Le marché est conclu entre le CTLes et le Titulaire pour une durée ferme de douze (12) mois, renouvelable tacitement deux (2) fois pour la même durée sauf dénonciation expresse de la part du CTLes trois (3) mois avant la fin de l'année d'exécution en cours, sans que la durée totale ne puisse excéder trente-six (36) mois et dans la limite du montant maximal du marché.

Le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

Le point de départ du marché court à **compter de la notification du marché**.

3 Article 3 – Election de domicile

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant dans l'acte d'engagement.

En cas de modification du domicile élu, le titulaire en avertit l'administration par lettre recommandée avec avis de réception postal.

4 Article 4 – Langue

Toute correspondance, facture ou autre document ou prestation, doivent être rédigés ou effectués en français.

5 Article 5 – Pièces constitutives du marché

Le présent marché est soumis au Code de la commande publique.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes financières : Bordereau des prix unitaires (BPU) complété et catalogue de service avec le taux de remise ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses documents annexés ;

- Les bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de l'exécution du marché ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique proposé par le titulaire (cadre de réponse complété et ses annexes fournis lors de la remise des offres).

Les documents applicables sont ceux en vigueur lors de la parution de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence.

En cas de contradiction ou de divergence entre les différents documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés dans le présent article.

6 Article 6 – Conditions d'exécution

La description des éléments de mission et leurs spécifications techniques se trouvent dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du présent marché.

6.1 Modalités d'émission des bons de commande

Dans la mesure de ses besoins et au moment de leur survenance, le CTLes commandera au titulaire l'exécution de la prestation concernée.

Les Bons de Commande sont établis sur la base des prix indiqués dans les annexes financières de l'acte d'engagement.

Les bons de commande sont notifiés par écrit (par courrier électronique ou par courrier postal) à l'adresse indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement.

6.2 Déroulement de la prestation

6.2.1 Lieux d'exécution

Les prestations prévues au marché seront, sauf disposition contraire précisée dans les pièces du marché, exécutées principalement dans les locaux du titulaire ou à distance depuis les locaux du titulaire.

Les frais de déplacement éventuellement nécessaires sont réputés inclus dans les prix du marché, sauf stipulation contraire expressément mentionnée dans les pièces du marché.

Les réunions entre le titulaire et le CTLes seront effectuées dans les locaux de ce dernier. Elles pourront également être organisées en visioconférence, sous réserve que ce mode d'échange permette un déroulement satisfaisant de la réunion (partage de documents, accès aux outils nécessaires, qualité de la connexion, etc.).

À la demande du CTLes, certaines réunions ou prestations pourront être tenues obligatoirement dans ses locaux ou dans tout autre lieu qu'il désignera, en fonction des nécessités du service ou des spécificités du projet.

6.2.2 Durée et prise d'effet des bons de commande

L'émission de bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité du marché. L'exécution stricto sensu des Prestations peut toutefois s'achever au-delà de la période de validité de ce marché sans toutefois dépasser celle-ci de six (6) mois.

6.2.3 Délais et calendrier d'exécution des Prestations

Les dates et délais d'exécution des Prestations sont précisés dans le(s) Bon(s) de Commandes correspondant(s).

Les délais précisés pourront être inférieurs aux délais prévus dans les autres pièces du marché en cas d'accord exprès du titulaire. Dans ce cas, le délai figurant dans le Bon de Commande prévaudra.

Le non-respect des dates de livraison convenus ou des délais minimum de livraison par le Titulaire lui fait subir les pénalités fixées ci-après (**Article 9 du CCAP**).

6.3 Moyens matériels

Tous les moyens matériels utilisés par le titulaire pour l'exécution des prestations restent la propriété du titulaire et sous sa responsabilité en dehors des matériels dont le transfert de propriété est prévu dans le cadre du marché.

Si, dans le cadre de ce marché, des moyens appartenant à la personne publique étaient temporairement confiés au titulaire, l'utilisation de ces moyens serait aux frais et risques du titulaire qui assumerait ainsi la responsabilité du dépositaire.

7 Article 7 - Modalités particulières d'exécution des Prestations

7.1 Fourniture des livrables - Documentation

Le titulaire devra assurer la fourniture, en langue française si possible ou anglaise par défaut, des manuels détaillés d'utilisation et d'entretien pour chaque élément livré.

Les documentations doivent être fournies à jour sur support électronique lisible par le matériel du CTLes.

Toute documentation manquante, incomplète ou insuffisamment compréhensible pourra justifier le refus de paiement par le CTLes des prestations auxquelles cette documentation est liée, et ce jusqu'à la fourniture par le titulaire d'une version jugée recevable par le CTLes.

Lorsque les prestations comprennent la livraison de logiciels standards ou de logiciels spécifiques, elles comprennent également, pendant la durée du marché, la livraison des mises à jour qui leur sont apportées ainsi que la livraison des nouvelles versions.

7.2 Opérations de vérification – admission des prestations

Les opérations de vérification et d'admission seront réalisées conformément **au chapitre 5 CCAG TIC**, et précisées par le CCTP.

8 Article 8 - Obligations réciproques de la personne publique et du titulaire

8.1 Obligation du titulaire

8.1.1 Obligation de résultat

Le titulaire a une obligation de résultat et doit à la personne publique l'ensemble des prestations au CTLes dans les conditions définies au CCTP.

A ce titre, il est tenu de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la bonne exécution dans les délais impartis. Il s'engage, si cela s'avère nécessaire pour assurer ses prestations dans les délais, à renforcer son équipe et ses moyens techniques sans accroissement de rémunération.

8.1.2 Engagement de bonne exécution et obligation de conseil

Le titulaire s'engage à effectuer toutes les démarches utiles pour se donner les moyens d'effectuer les prestations objets du marché selon les conditions précisées dans les pièces contractuelles.

Pour garantir la qualité de service de ses prestations, le titulaire devra notamment satisfaire aux exigences suivantes :

- Assurer la bonne exécution des prestations en prenant en compte les contraintes liées au contexte défini dans le Marché ;
- Garantir le respect des délais avec un niveau de qualité toujours égal ; notamment mettre en place une procédure permettant de garantir l'absence de perturbations liées à des changements éventuels d'intervenants ;
- Fournir un haut niveau de qualité, homogène sur toute la durée de la prestation en garantissant la composition et le niveau de compétences de l'équipe chargée des différentes actions de la prestation ;
- Veiller au bon avancement des prestations conformément au calendrier arrêté.

Au titre de son obligation de conseil, le titulaire s'oblige notamment à :

- apporter ses conseils et mises en garde concernant les matériels, logiciels et prestations fournis au CTLes. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.
- informer sans délai le CTLes de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations ou livraison des fournitures
- alerter le CTLes sur les imprécisions ou les incohérences de la demande de prestations
- alerter le CTLes de tout risque qui peut conduire soit à un retard dans le déroulement de la prestation, soit à une dégradation de la qualité de la prestation.

8.1.3 Conduite de projet

Chacune des parties a l'obligation de désigner préalablement au début du marché un responsable chargé de suivre l'exécution du contrat et d'assurer la coordination des actions inhérentes à celui-ci au sein de son entreprise.

Chacune des parties communique le nom des responsables ainsi désignés au plus tard à la date de démarrage de la prestation.

8.1.4 Sécurité d'accès aux sites

Le titulaire s'engage, pendant la durée d'exécution du contrat, à respecter strictement le règlement interne en vigueur au CTLes, notamment en matière de sécurité et d'accès aux zones réservées.

Il s'engage notamment à fournir le ou les noms de la (des) personne(s) et l'immatriculation du ou des véhicule(s) amené(s) à se rendre au CTLes, afin de garantir leur accès au site.

9 Article 9 – Pénalités

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG TIC.

9.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG TIC, le CTLes se réserve le droit de mettre en œuvre les pénalités prévues au titre du présent article sans invitation préalable du titulaire à présenter ses observations. Le titulaire dispose néanmoins de 15 jours calendaires à compter de la notification de la mise en œuvre de ces pénalités pour contester ces dernières.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, le titulaire est exonéré des pénalités inférieures à 100 € HT.

Le paiement des pénalités sera effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire

9.2 Pénalités en cas de retard dans les livrables ou jalons

En cas de retard dans la livraison des prestations, documents ou livrables attendus aux échéances prévues (calendrier contractuel ou planning validé conjointement), une pénalité forfaitaire de **50 € euros HT par jour de retard** sera appliquée.

Le point de départ du calcul du retard est la date contractuelle ou convenue de livraison. La pénalité est appliquée pour chaque livrable en retard.

9.3 Pénalités en cas de non-présence en réunion

En cas d'absence injustifiée du titulaire ou de son représentant aux réunions de suivi prévues contractuellement (comité de pilotage, comité projet, ateliers, etc.), une pénalité forfaitaire de **100 € HT par absence injustifiée** sera appliquée par occurrence.

Est considérée comme absence non justifiée toute absence sans information préalable et sans motif légitime notifié au moins 12 heures avant l'horaire prévu de la réunion.

9.4 Pénalités en cas de dépassement des SLA

En cas de non-respect des engagements de niveau de service (SLA) définis dans le marché, des pénalités seront appliquées selon le barème suivant :

- Pour chaque incident critique non traité dans les délais contractuels, une pénalité de 500 € HT par journée ouvrée complète d'indisponibilité;
- Pour chaque incident majeur ou mineur non traité dans les délais contractuels, une pénalité de 50 € HT par journée ouvrée complète d'indisponibilité;

- Pour chaque demande non traitée dans les délais contractuels, une pénalité de 50 € HT par journée ouvrée complète de dépassement ;

Ces pénalités s'appliquent cumulativement, le cas échéant, sans préjudice de l'application de mesures correctives prévues dans les SLA (plans d'action, revue qualité, etc.).

Une journée ouvrée complète est définie comme allant de lundi au vendredi de 8h à 18h.

10 Article 10 – Montant et prix du marché

10.1 Forme du prix

Le présent marché est conclu à prix unitaires. Ces prix unitaires sont ceux figurant au bordereau de prix unitaires (BPU) et dans le catalogue annexé à l'acte d'engagement.

Le prix est indiqué en euros.

10.2 Contenu des prix

Ces prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents aux prestations.

Ils comprennent notamment :

- les frais de déplacement,
- les logiciels (ITSM, ...), les livrables, les comptes rendus,
- les frais d'ordre administratif.

Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative.

10.3 Révision des prix

Les prix sont fermes pour la durée du marché.

Les prix sont actualisables lors de chaque nouvelle année du contrat, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times (\text{SYNTEC} / \text{SYNTECO}))$$

Dans laquelle :

- P = prix actualisé pour la nouvelle année du contrat
- P₀ = prix du contrat dans le BPU
- SYNTEC est la valeur du dernier indice SYNTEC connue au jour de la révision (date anniversaire du contrat). SYNTEC est l'indice du coût de la main d'œuvre, essentiellement de nature intellectuelle, publié par la fédération Syntec (SYN - Syntec) sur le site : <http://www.syntec.fr/> Il est également disponible dans les bases de données de : <https://www.lemoniteur.fr/>
- SYNTECO est le dernier indice SYNTEC connu à la date de remise des offres

Si l'indice de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Le calcul de la révision des prix est mentionné dans la facture présentée par le titulaire à partir de la deuxième année du contrat, **avec référence à la formule et aux valeurs des indices retenus**. Si les indices définitifs ne sont pas connus au moment de la facturation, la facture présentera une révision provisoire que le titulaire pourra compléter ultérieurement lorsque les indices définitifs seront connus.

11 Article 11 – Mode de règlement

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable du CTLes.

11.1 - Délai et modalités de paiement

Le paiement des sommes dues s'effectuera par mandat administratif. Les paiements seront effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation d'une facture, par virement administratif, sur le compte indiqué par le titulaire sur l'acte d'engagement.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et indiquera son numéro de TVA intracommunautaire.

La monnaie de comptes est l'euro(s).

11.1.1 Prestations récurrentes de services

Les prestations de services à caractère récurrent donnent lieu à une facturation périodique, au début de la période considérée (terme à échoir).

Cela concerne, entre autres, les prestations chiffrées dans les colonnes « cout récurrent » du BPU comme les prestations de base du CCTP (paragraphe 3.3 du CCTP : infogérance, support, maintenance, supervision, etc.).

Pour procéder au paiement des sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuels, l'administration dispose d'un délai de trente jours maximum à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le droit à présentation de la facture court à partir du début de la prestation.

11.1.2 Prestations ponctuelles

Les paiements relatifs aux prestations ponctuelles, seront intégralement payés à l'admission de la prestation.

Les prestations ponctuelles sont, entre autres, les prestations indiquées dans le BPU dans les colonnes « cout unique ». Cela comprend les prestations d'initialisation du marché (paragraphe 3.1 du CCTP), les prestations initiales (paragraphe 3.2 du CCTP), et les prestations complémentaires (paragraphe 3.4 du CCTP).

En application de l'article R2191-20 du Code de la commande publique, les prestations ponctuelles à caractère forfaitaire donnent lieu au versement d'un acompte de 50 % à la validation de la vérification d'aptitude sur l'environnement de production (mise en service effective).

Le solde sera versé à la validation de la vérification de service régulier (VSR) et à la remise de l'ensemble des livrables attendus, notamment les documentations, documentations, procédures et comptes rendus associés.

Pour procéder au paiement des sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuels, l'administration dispose d'un délai de trente jours maximum à compter de la date de réception des demandes de paiement sous réserve de l'admission de la prestation.

11.2 Modalité de présentation des factures

Le règlement s'effectuera sur présentation d'une facture établie après l'admission de chaque prestation.

Le titulaire doit déposer ses factures ou les saisir directement sur le portail Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/> afin de connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures.

Le numéro de SIRET du CTLes est le suivant : 18004423200015.

La facture portera, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- Nom, raison légale et adresse du créancier,
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- Références de compte bancaire ou postal précisé dans l'acte d'engagement,
- Date et numéro de facture,
- Référence du marché (numéro et date du marché),
- Référence du bon de commande concerné
- Référence du livrable objet de la prestation
- Date de la prestation,
- Prix forfaitaire ou unitaire fixé au marché, et quantité s'il y a lieu
- Montant hors taxe (HT) de la prestation exécutée, éventuellement ajusté ou remis à jour, Taux et montant de la TVA,
- Montant TTC,
- Numéro de la TVA intracommunautaire.

Concernant l'acceptation de la facture, il est fait application des modalités de l'article 11 du CCAG TIC.

11.3 Acceptation du montant de la facture

Le CTLes vérifie le montant indiqué sur la facture.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par le CTLes. Il est notifié au titulaire si le décompte, la facture ou le mémoire a été modifié ou s'il a été complété comme il est dit à l'alinéa précédent. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres Prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

11.4 Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le Titulaire et le CTLes, le paiement sera effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par le CTLes dans les conditions prévues à l'article 11.7.3 du CCAG TIC, déduction faite des éventuelles pénalités dues au titre de l'Article 9 du présent CCAP.

11.5 Intérêts moratoires

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement des factures est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article L2192-13 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L. 2192-13 est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage, auxquels s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

12 Article 12 - Financement et sûreté

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions de l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R2191-45 du Code de la commande publique, en cas de sous-traitance, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R2191-60, R2191-61 et R2191-62, est le représentant habilité du pouvoir adjudicateur.

Le comptable public assignataire du CTLes est l'agent comptable du CTLes.

13 Article 13 - Sous-traitance

13.1 Modes de désignation

Le titulaire du marché qui souhaite sous-traiter une ou plusieurs tâches devra clairement l'indiquer dans son offre et fournir les déclarations prévues par le Code des marchés publics (formulaires DC1, DC2, DC4).

En même temps que sa demande de sous-traitance, l'entrepreneur qui envisage de recourir à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct remet à la personne responsable du marché :

- soit la copie conforme de son marché qui lui a été délivrée, afin que la personne responsable du marché en modifie la formule d'exemplaire unique ;
- soit une attestation du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été initialement établi et, s'il y a lieu, les variations ultérieures de ce montant.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement du sous-traitant.

Toute demande de sous-traitance présentée après la conclusion du marché, devra être conforme aux dispositions du Code de la commande publique.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

L'avenant ou acte spécial indique :

- La nature et le montant des prestations sous-traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale, ainsi que l'adresse du sous-traitant,
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
 - o les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes,
 - o la date (ou le mois) d'établissement des prix,
 - o les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses,
- La personne habilitée à donner les renseignements par le Code de la commande publique,
- Le comptable assignataire des paiements,
- Le compte à créditer si le sous-traitant est payé directement.

Le silence de la personne responsable du marché gardé pendant vingt et un jour à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Le titulaire ne pourra se réfugier derrière cette sous-traitance pour justifier un dysfonctionnement ou un retard dans l'exécution des prestations.

13.2 Modalités de paiement direct

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme inclut la T.V.A.

Le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par la personne publique est identique à celui prévu au marché pour le paiement du titulaire.

Le délai global de paiement du sous-traitant court à partir de la réception par le maître d'œuvre de sa demande de paiement, telle que transmise par le titulaire du marché.

14 Article 14 - Responsabilités et Assurances

14.1 Responsabilité du titulaire

Pendant toute la durée d'exécution des prestations, le personnel et les matériels du titulaire resteront sous son entière responsabilité.

Le CTLes décline toute responsabilité pour les dommages quelconques causés dans l'immeuble ou ses abords aux matériels et véhicules appartenant au titulaire. Le titulaire prend les précautions nécessaires pour éviter les accidents à son personnel et à celui du CTLes. Il fournit au besoin l'équipement requis (chaussures de sécurité, etc.) pour éviter tout risque de blessure aux personnels. Il garantit les risques d'accidents professionnels liés à l'exécution des prestations.

Le titulaire est responsable de l'ensemble des préjudices de toutes nature qui pourraient être causés à toutes personnes ou à tous biens, appartenant à l'établissement public ou à des tiers, du fait des prestations objet du marché et de sa présence sur le site, soit de lui-même, soit de son personnel, soit des tiers agissant pour son compte, soit de ses fournisseurs, soit des choses dont il a la garde.

14.2 Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire justifie avoir souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle concernant l'ensemble des prestations exécutées dans le cadre du présent marché public. Le titulaire justifie que cette assurance comprend les dommages matériels, les dommages corporels, les dommages immatériels.

Le titulaire s'engage à maintenir en vigueur son contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et établie en France pour toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, professionnelle, délictuelle et/ou contractuelle du fait des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient être causés tant au CTLes qu'à tout tiers dans l'exécution du présent contrat. Il remet à ce titre une attestation d'assurance en cours tous les 6 mois.

Le titulaire doit prévenir le CTLes de toute modification dans ses qualifications et ses polices d'assurance dans un délai d'un mois à compter de la survenance du changement. Les clauses d'assurance initiale et celles résultant d'une modification de police sont soumises au CTLes qui peut demander une extension de garantie après concertation avec le titulaire.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à communiquer au CTLes une attestation d'assurance portant mention de l'étendue de la garantie sur simple demande de ce dernier. A défaut de production d'une assurance en cours de validité dans un délai de plus de quinze jours ouvrés à la demande de la personne publique, le présent marché peut être résilié de plein droit sans indemnités.

15 Article 15 - Obligation de confidentialité

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et/ou fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il a ou aura eu connaissance durant l'exécution du marché, ainsi qu'au résultat de ses travaux.

Il s'interdit, notamment, toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'information et/ou de documents sur quelque support que ce soit à des tiers sans l'accord exprès préalable du CTLes.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'administration à résilier le contrat aux torts, frais et risques du titulaire.

16 Article 16 - Résiliation du marché

Il est fait application des dispositions du chapitre 8 du CCAG TIC.

Qu'il y ait faute ou non du titulaire, le marché pourra être résilié suivant les dispositions du chapitre 8 du CCAG TIC. Cette résiliation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal, la date d'envoi de ce dernier faisant foi. Toute commande émise avant la date d'effet de la dénonciation du marché demeure exécutable.

Le pouvoir adjudicateur pourra, pour quelque raison que ce soit, résilier le présent marché dans les conditions prévues au chapitre 8 du CCAG TIC. Dans ce cas, la personne responsable du marché avertira le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis par le prestataire, et notamment en cas d'inexactitude des documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion fournis par le candidat, le marché sera résilié aux torts exclusifs du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG TIC.

Outre les cas prévus au CCAG TIC, le marché sera résilié de plein droit sans indemnité en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles propres à ce marché, notamment celles contenues dans le présent CCAP.

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

17 Article 17 - Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire pourra être amené à collecter, accéder, utiliser ou traiter des données à caractère personnel au sens du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD) et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire s'engage à :

- ne traiter les données personnelles que pour les seules finalités nécessaires à l'exécution du marché et sur instruction du CTLes ;

- assurer la confidentialité, l'intégrité et la sécurité des données traitées, en mettant en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées ;
- ne pas transférer les données en dehors de l'Union européenne sans l'accord préalable et écrit du CTLes ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- respecter les droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, limitation du traitement, portabilité), en lien avec le CTLes ;
- informer sans délai le CTLes de toute violation de données personnelles.

À l'issue du marché, le titulaire s'engage, selon les instructions du CTLes, à restituer l'ensemble des données personnelles traitées et à en détruire toutes les copies

18 Article 18 - Litiges et règlement des différends

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français sont les seuls compétents.

La procédure à suivre par le titulaire en cas de différend avec le pouvoir adjudicateur est celle exposée au seul article 55 du CCAG TIC.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Melun.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Melun

43, rue du Général De Gaulle

Case Postale 8630

F-77008 Melun Cedex

Tél. 01 60 56 66 30.

Fax 01 60 56 66 10.

URL : <https://melun.tribunal-administratif.fr>

19 Article 19 - Dérogations au CCAG TIC

l'Article 9 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG TIC.